

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 22/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PANZANI S.A**

136 route de la Valentine  
13011 Marseille

Références : D-0414-MRS-2024  
Code AIOT : 0006400674

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement PANZANI S.A implanté 136 route de la Valentine 13011 Marseille. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PANZANI S.A
- 136 route de la Valentine 13011 Marseille
- Code AIOT : 0006400674
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PANZANI - Usine de La Montre fabrique des pâtes alimentaires et exploite un entrepôt pour stocker ses produits finis et les matières premières.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Volumes d'eau prélevés	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.1.	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.1.	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27	Sans objet
5	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
6	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, article communication DREAL	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées. En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'Inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires applicables concernant le débit maximal journalier et la tenue d'un registre journalier de ses prélèvements en eau.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.1.		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>Origine de la ressource</b>	<b>Consommation maximale annuelle</b>	<b>Débit maximal journalier</b>
Nappe phréatique	0	0
Réseau public	45 000 m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup>
Milieu de surface (rivière)	0	/
Milieu de surface (mer)	0	/

**Constats :**

Conformément à son arrêté préfectoral, l'exploitant est uniquement alimenté par adduction en eau potable (AEP). Cette catégorie d'eau sert pour l'ensemble des usages du site : eau de process, eau incendie, eau domestique, groupe froid, pompe à vide, chaudière...

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant d'adresser un courrier à son fournisseur d'AEP pour lui demander l'origine de son eau et de transmettre les informations obtenues à l'Inspection des installations classées (IIC).

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 2 : Présence de compteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.
<b>Constats :</b>  L'AEP dispose bien d'un compteur général. Ce compteur a fait l'objet d'une visite terrain. Par ailleurs, l'exploitant indique disposer d'environ une quinzaine de compteurs internes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de bien étiqueter ses compteurs d'eau afin de faire aisément le distinguo entre le compteur général et le compteur interne lié à la réserve incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Volumes d'eau prélevés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2010, article 4.1.																	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau																	
<b>Prescription contrôlée :</b>																	
<table><tr><th>Origine de la ressource</th><th>Consommation maximale annuelle</th><th>Débit maximal journalier</th></tr><tr><td>Nappe phréatique</td><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>Réseau public</td><td>45 000 m<sup>3</sup></td><td>150 m<sup>3</sup></td></tr><tr><td>Milieu de surface (rivière)</td><td>0</td><td>/</td></tr><tr><td>Milieu de surface (mer)</td><td>0</td><td>/</td></tr></table>			Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal journalier	Nappe phréatique	0	0	Réseau public	45 000 m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup>	Milieu de surface (rivière)	0	/	Milieu de surface (mer)	0	/
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal journalier															
Nappe phréatique	0	0															
Réseau public	45 000 m <sup>3</sup>	150 m <sup>3</sup>															
Milieu de surface (rivière)	0	/															
Milieu de surface (mer)	0	/															
<b>Constats :</b> Le site dispose d'une autorisation de prélèvement 45 000m <sup>3</sup> /an. L'exploitant a respecté cette disposition en 2023 avec un prélèvement de 41 705m <sup>3</sup> . A l'échelle journalière, l'exploitant dispose d'une autorisation maximale de prélèvement de 150m <sup>3</sup> /j. Ce débit maximum journalier a été régulièrement dépassé par l'exploitant tout au long de l'année 2023. L'exploitant ne respecte pas cette disposition.																	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																	
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																	
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois																	

**N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 27	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau	
<b>Prescription contrôlée :</b> Ce dispositif est relevé journallement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
<b>Constats :</b>  Etant donné le débit journalier évoqué au point de contrôle précédent, l'exploitant est soumis à l'obligation de disposer d'un registre journalier. Or, ce dernier n'a pas été mis en place par l'exploitant qui se sert uniquement des données obtenues de son fournisseur d'eau. Celles-ci ont été examinées et ne sont pas assez fiables car non représentatives des prélèvements journaliers réels. En conséquence, l'exploitant ne respecte pas son obligation réglementaire.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	

**N° 5 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau



**Prescription contrôlée :**

Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes

Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire>

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

**Constats :**

L'exploitant pensait dépendre de la zone géographique d'implantation du site. Celui-ci n'a pas effectué de déclaration sur le site internet démarches simplifiées en 2023.

L'exploitant a compris que les déclarations devaient être faites non pas en fonction de la zone d'implantation du site mais en fonction de la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux.

Comme évoqué au point de contrôle n°1, l'exploitant doit demander à son fournisseur d'eau la provenance de son AEP. Ainsi il connaîtra la zone géographique à surveiller pour les niveaux de gravité des ACD/ACI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mise en œuvre du PSH**

**Référence réglementaire :** Autre du 20/03/2023, article communication DREAL

**Thème(s) :** Risques chroniques, PSH

**Prescription contrôlée :**

Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023.

Le cadrage régional pour l'étiage 2022 est maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA.

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.
2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

L'exploitant a bien mis en œuvre un PSH. Un rappel des exigences réglementaires nationales et locales a été fait à l'exploitant. En conséquence, l'exploitant doit notamment travailler sur la définition de ses volumes incompressibles (si nécessaire, mise en place de compteurs permettant de les dissocier des catégories d'eaux définies au point de contrôle n°1) et sur l'amélioration continue de son PSH.

**Type de suites proposées :** Sans suite